

**AFFJUR/AR-2023-19**  
**ARRÊTE DU MAIRE**

**Objet : Délégation de signature à Monsieur Antoine GOLA - Directeur du service logement**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-19, L.2122-20 et L.2122-22,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

**Vu** la délibération n°2021-131 du 15 Octobre 2021 portant délégation de compétences du Conseil municipal au Maire ;

**Considérant** qu'il convient d'accorder une délégation de signature aux directeurs de service pour la signature des contrats, conventions et bons de commande dont le montant est inférieur à 500€ TTC dans le domaine de compétence qui les concerne ;

**Considérant** qu'il convient d'accorder une délégation de signature au directeur du service logement afin de fluidifier l'activité de l'administration, notamment au regard des actes liés aux logements et aux permis de louer ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur Antoine GOLA Directeur du service logement, reçoit délégation de signature du Maire aux fins de signer :

- Les contrats, conventions et bons de commande dont le montant est inférieur à 500€ TTC dans le domaine de compétence qui le concerne ;
- Les actes et courriers relatifs aux autorisations préalables de mise en location ;
- Les actes et courriers relatifs aux déclarations de mise en location ;

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 3 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- Au Comptable de la collectivité ;
- A l'intéressé.

Fait à Trappes, - 8 FEV. 2023

Ali RABEH  
Maire de Trappes



*Trappes, la Ville solidaire !*